

il faut apporter toute une foule de changements si l'on veut qu'ils soient en mesure de commencer à réaliser leurs objectifs même les plus modestes. Par exemple, il faut instaurer plus de rationalité et d'ordre dans le domaine des produits de base et des matières premières de sorte que les nations en développement puissent prévoir et planifier leur avenir. Les solutions à ce problème complexe dépendront d'un meilleur accès aux crédits, aux techniques et aux marchés. Chacun de ces besoins comporte en lui-même certaines difficultés, et il n'y a pas toujours entente sur les solutions.

Nous savons par exemple que l'écart de traitement en matière de financement s'est élargi depuis cinq ans, notamment pour ces pays en développement qui doivent importer le pétrole dont ils ont besoin à des fins de développement industriel. Il est maintenant tout à fait évident que nous devons adapter les institutions internationales de crédit de façon à atténuer l'impact de ces difficultés structurales.

Pour ce qui est du partage de la technologie, nous savons déjà qu'il est essentiel de nous doter d'approches plus originales fondées sur une coopération bilatérale, trilatérale ou régionale.

Les débouchés commerciaux, absolument essentiels aux pays en développement, peuvent être en partie obtenus par des négociations commerciales multilatérales. Mais l'accès de ces pays aux marchés des pays développés est tout aussi essentiel; c'est là un objectif auquel ont fait échec les mesures protectionnistes prises par les pays développés.

La sécurité alimentaire est une autre question pressante. Si nous ne pouvons nous entendre sur des moyens d'accroître la productivité alimentaire des pays en développement au cours des dix prochaines années, on assistera peut-être à un quadruplement de leur déficit alimentaire combiné.

Les dépenses d'armements, outre qu'elles sont une menace à la sécurité mondiale, grèvent lourdement des ressources qui pourraient être consacrées au développement. Cette année, nous consacrerons environ \$450 milliards aux armements, et seulement quelque 30 milliards à l'aide au développement.

### Rôle du Commonwealth

Dans ce contexte, quel pourrait être le rôle du Commonwealth pris non pas en tant que collectivité de nations, mais en tant qu'institution ayant une capacité reconnue d'effectuer des changements et, parfois, de jouer un rôle clé dans l'instauration de changements politiques vitaux? On en a eu le meilleur exemple dans le mode de règlement des différends au Zimbabwe, pays que j'ai vu admis aux Nations Unies lors de l'Assemblée générale il y a quelques semaines.

Sous un certain nombre d'aspects, le Commonwealth dispose de nombreux atouts pour faire évoluer les relations Nord-Sud, même s'il se compose lui-même de nations appartenant tant au monde développé qu'en développement. D'ailleurs, il sert de pont entre les deux groupes de nations en favorisant la compréhension des interdépendances et intérêts entre membres du Commonwealth, ce en quoi il reflète encore une fois l'interdépendance croissante de la communauté mondiale.